

Votre région | Politique & Territoires

CREYS-MÉPIEU

À Creys-Malville, les agents de sécurité de la centrale craquent

Pauline Seigneur



Une quarantaine d'agents de sécurité du site nucléaire de Creys-Malville, employés par la société "Onet sécurité", sont en grève pour dénoncer leurs conditions de travail. Photo Le DL /Guillaume Drevet

À 7 heures ce lundi 2 juin, plusieurs dizaines d'agents de sécurité de la centrale nucléaire de Creys-Malville, à Creys-Mépieu, se sont mis en grève. Ils dénoncent des conditions de travail dégradées et de grosses pressions managériales. Ils comptent reconduire le mouvement.

Devant les grilles de la centrale nucléaire de Creys-Malville, ils sont là à distribuer des tracts et interpellier les salariés d'EDF, tôt ce matin du lundi 2 juin. [Une quarantaine d'agents de sécurité du site de Creys-Mépieu \(qui en compte une cinquantaine\) sont en grève.](#) Ils dénoncent des conditions de travail qui se sont « fortement dégradées ces dernières années » : « En deux ans, il y a eu six burn-out et une quinzaine de démissions », compte Duncan Martel, agent de sécurité et représentant syndical Sud Solidaires.

Les grévistes, employés de la société "Onet sécurité", parlent de « pressions managériales », de « sanctions abusives », d'un droit à la déconnexion bafoué, d'erreurs sur les plannings, d'une « infantilisation », de temps de formation très réduits et même de propos sexistes. « Nous ne sommes pas écoutés. Nous n'avons pas le droit à l'erreur. Et côté salaire, cela ne suit pas. Nous sommes payés au poste occupé, aux tâches que nous allons faire dans la journée, et d'un poste à l'autre ce n'est pas le même coefficient. On ne touche pas la même chose alors

que nous avons les habilitations. Les coefficients n'ont pas augmenté depuis 25 ans. On voudrait un salaire fixe », poursuit Duncan Martel, entouré de ses collègues.

Jérémy* a été un des premiers agents à poser un arrêt maladie pour burn-out. La pression était trop grande. « Mon supérieur m'envoyait des dizaines de mail par jour à signer. Il les renvoyait tout le temps car il les perdait. On m'a aussi modifié mon planning pendant que j'étais en vacances. Il y a eu des échanges houleux. J'ai fini par craquer. J'ai fait une dépression. J'étais suivi par un psy », raconte cet agent qui souhaite rester anonyme car, comme d'autres, il a peur des « représailles ». Pour lui, c'est simple, « on est considéré comme des sous-merdes. Personne ne nous écoute et on ne cesse de nous rajouter des choses à faire qui ne dépendent, parfois, même pas de notre fonction. »

Un peu plus loin, cet autre agent, après dix ans à travailler à la centrale de Creys-Malville, a lui aussi fini par poser un arrêt maladie pour burn-out. Les remarques incessantes et « la grosse pression » l'ont fait « plonger complètement » : « J'ai fait un rapport pour faire remonter les problèmes. J'attendais des excuses mais le rapport est parti aux oubliettes. Je n'aurai jamais mes excuses. Je me suis transformé en véritable serpillière. J'ai pris des antidépresseurs pendant deux ans. »

Régis*, un des plus vieux à occuper ce poste, est dégoûté. « Les conditions de travail se sont vraiment dégradées ces dernières années. Il n'y a aucun respect des personnes. Notre supérieur ne vient même pas nous dire bonjour alors qu'il passe devant nous. Tout le monde a la pression et on finit par péter un câble. Les relations sont tendues. »

Les agents de sécurité ont pu rencontrer un dirigeant de chez "Onet sécurité" en fin de matinée. « Il n'avait aucune proposition. Il est venu pour écouter des revendications dont nous avons déjà fait part », commente Duncan Martel. La grève doit être reconduite ce mardi 3 juin.

* Les prénoms ont été modifiés.







